

**SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
FEDERATION DE L'ARDECHE
ZI LE LAC, 306 AVENUE DE L'INDUSTRIE
07000 PRIVAS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31/12/2024**

Aux membres de la Fédération,

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération du SPF 07 - Ardèche, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous vous informons que les données figurant dans la partie présentation de la Fédération n'ont pas fait l'objet d'un contrôle de notre part.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes annuels, du Compte par Origine de Destination et du compte d'emploi annuel des ressources, sont conformes au plan comptable interne de l'Union du Secours Populaire Français et aux règles de gestion validées par son conseil d'administration, en respect des réglementations en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du règlement CRC 2018-06 et qu'elles ont été correctement appliquées.

Nos contrôles ont porté sur l'ensemble des cycles et plus particulièrement sur les cycles ressources/contributeurs, trésorerie, charges, et contribution volontaire en nature en raison de l'importance de ces postes. Les sondages et les contrôles effectués ont contribué à l'expression de notre opinion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance des documents à caractère financier remis par le Comité Départemental, en vue de l'Assemblée Générale.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le Comité Départemental.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Véronique BRAULT

Commissaire aux Comptes

Signé par Veronique Brault
Le 26/05/2025



Bilan

Fédération de l'ARDECHE - FED EI 007 0 00000

000030

Exercice : 2024

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2024	Montant net 2023
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	2 947 268	538 517	2 408 751	2 133 514
Terrains	262 000	0	262 000	262 000
Agencements et aménagements de terrains	69 448	42 740	26 708	23 375
Constructions	2 342 790	279 729	2 063 061	1 024 104
Installations techniques, matériel et outillage industriels	66 176	62 055	4 122	8 790
Autres immobilisations corporelles:	199 884	153 994	45 890	31 494
<i>Installations générales, agencements divers</i>	15 034	821	14 213	0
<i>Matériel de transport</i>	118 195	97 584	20 611	14 702
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	63 314	54 055	9 258	14 651
<i>Mobilier</i>	3 341	1 534	1 807	2 141
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	6 970	0	6 970	783 752
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations financières	250	0	250	250
Autres titres immobilisés	100	0	100	100
Prêts	0	0	0	0
Autres	150	0	150	150
I. Actif immobilisé	2 947 518	538 517	2 409 001	2 133 764
Stocks et en cours	8 642	0	8 642	0
Autres approvisionnements	0	0	0	0
Marchandises	8 642	0	8 642	0
Créances	194 364	0	194 364	628 645
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	136 420	0	136 420	70 442
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0
Autres créances (dont produits à recevoir)	57 944	0	57 944	558 203
Disponibilités	383 929	0	383 929	255 272
Valeurs mobilières de placement et FNS	320 647	0	320 647	213 840
Charges constatées d'avance	19 789	0	19 789	7 600
II. Actif circulant	927 370	0	927 370	1 105 358
III. Ecart de conversion Actif				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)	3 874 888	538 517	3 336 371	3 239 121



Bilan

Fédération de l'ARDECHE - FED EI 007 0 00000

000030

Exercice : 2024

En Euros	Année 2024	Année 2023
Fonds propres sans droit de reprise	79 252	79 252
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Projet associatif et réserves	0	0
Report à nouveau	1 203 980	1 063 713
Excédent ou déficit de l'exercice	223 338	140 268
Situation nette (sous-total)	1 506 570	1 283 233
Subventions d'investissement	1 113 759	968 980
I. Fonds propres	2 620 330	2 252 213
Ecart de combinaison	0	0
II. Ecart de combinaison	0	0
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	226 157	166 478
III. Fonds reportés et dédiés	226 157	166 478
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
IV. Provisions	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	311 864	336 236
Emprunts et dettes financières diverses SPF	0	0
Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 825	42 388
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	43 485	52 560
Dettes sur immobilisations	37 333	328 297
Autres dettes (dont charges à payer)	33 378	57 950
Produits constatés d'avance	20 000	3 000
V. Dettes	489 884	820 431
VI. Ecarts de conversion Passif		
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)	3 336 371	3 239 121



COMPTE DE RESULTAT 1/2

En Euros	Année 2024	Année 2023
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	292 879	294 272
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs	829 242	763 091
Concours publics et subventions d'exploitation	178 102	182 463
Ressources liées à la générosité du public	213 454	183 821
<i>Dons manuels</i>	199 274	182 785
<i>Mécénats</i>	14 180	1 036
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0	0
Contributions financières	437 686	396 807
Reprises sur provisions et transferts de charges	30 633	25 267
Utilisations des fonds dédiés	20 542	47 964
Autres produits	1 312	916
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	0	0
<i>Produits d'initiatives</i>	794	889
<i>Autres</i>	518	27
I - Produits d'activité	1 174 608	1 131 510
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Achats de marchandises, matériels et fournitures	78 125	81 433
Variations de stock	- 8 642	0
Autres achats	20 484	21 353
Services extérieurs	54 894	37 430
Autres services extérieurs	98 828	88 608
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	165 582	187 134
Impôts, taxes et versements assimilés	20 889	20 843
Salaires et traitements	226 184	253 560
Charges sociales	64 321	74 174
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	103 462	68 068
<i>- sur immobilisations</i>	103 462	68 068
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>	0	0
<i>- sur actif circulant</i>	0	0
<i>- pour risques et charges</i>	0	0
Autres charges	104 488	93 328
Reports en fonds dédiés	94 919	94 345
II - Charges d'activité	1 023 533	1 020 277
Résultat d'activité	151 075	111 232

COMPTE DE RESULTAT 2/2

En Euros	Année 2024	Année 2023
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	6 809	9 949
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
III - Produits financiers	6 809	9 949
IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	9 125	4 785
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Différences négatives de change	8	15
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
IV - Charges financières	9 133	4 800
Résultat Financier	- 2 324	5 149
V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 698	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	44 317	27 082
Reprises sur provisions et transferts de charges	17 150	0
V - Produits exceptionnels	76 164	27 082
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 578	3 196
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
VI - Charges exceptionnelles	1 578	3 196
Résultat Exceptionnel	74 586	23 886
VII - Ecart de combinaison	0	0
VII - Ecart de combinaison	0	0
Résultat Combinaison	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	1 257 582	1 168 541
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	1 034 244	1 028 273
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	223 338	140 268
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	59 962	54 070
Prestations en nature	11 203	14 008
Dons en nature	244 156	221 542
Total	315 322	289 620
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	59 962	54 070
Prestations en nature	11 203	14 008
Secours en nature	244 156	221 542
Total	315 322	289 620



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Fédération de l'ARDECHE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

MONTANTS EXPRIMES EN EUROS



SOMMAIRE

I. Présentation de l'Association	4
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	4
Moyens mis en œuvre	4
II. Faits majeurs de l'exercice	6
III. Principes, règles et méthodes comptables	7
Présentation des comptes	7
Méthode générale	7
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	7
Durée de l'exercice et date de clôture	7
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	7
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	9
Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières	9
Subventions d'investissements	9
Fonds reportés sur legs et donations	9
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	10
Provisions pour risques et charges	10
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	10
Compte d'emplois des ressources	11
Evénements postérieurs à la clôture	11
IV. Informations complémentaires	12
Rémunération des dirigeants	12
Honoraires des commissaires aux comptes	12
Engagements hors bilan	12
V. Informations relatives au bilan	13
Actif	13
Passif	17
VI. Informations relatives au compte de résultat	21
Ventilation par nature des produits d'activités	21
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024	22
Effectif	23
Résultat exceptionnel	23
VII. Autres informations	24
Contributions volontaires en nature	24
VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	26
Compte de Résultat par origine et destination (CROD)	26
Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)	29



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2024

I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération de l'ARDECHE

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

Les antennes : 1 en 2024

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 9 en 2024

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 6305 en 2024

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 1876 en 2024

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 10 en 2024

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.



II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2024 a pour le Secours Populaire Ardéchois été caractérisée par le déménagement de la Fédération dans ses nouveaux locaux (fin 2023) et ses effets potentiels sur les frais généraux et autres charges induites. Il s'avère que les répercussions n'ont eu que des évolutions minimales et plutôt positives, et par la fin des travaux et la réinstallation du comité de Le Teil, 5 rue Colette Bonzo. L'opération s'est traduite par la mise en service des nouveaux locaux pour 1 117 K€ en avril 2024, dont 773 K€ était en immobilisation en cours au 31/12/2023.

Après une utilisation très importante de la trésorerie pour pallier aux délais importants des versements des subventions, le SPF ardéchois se retrouve en fin d'année avec une trésorerie restaurée et une couverture des charges d'activité à plus de 300 jours.

2025 verra la fin des travaux pour le comité d'Aubenas.

Enfin, l'année a été marquée par les inondations d'Annonay qui nécessitent un relogement du comité encore non résolu. La baisse de la masse salariale s'explique par des départs de salariés (3 personnes). Les Nouvelles embauches ont été différées. En 2025 le nombre de salarié sera stable (8.66 ETP).

III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Néant

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont :

- Portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	De 3 à 5 ans
Matériel de bureau	De 3 à 5 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 3 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	10 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	De 15 à 25 ans
Etanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.



METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice :

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2024 dans la rubrique engagements hors bilan.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables depuis le 1er janvier 2020 concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.

COMPTE D'EMPLOIS DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de 8%.

Pour 2024, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers

Mécénat

Legs, donations et assurances-vie

Subventions

Contributions financières des fondations et associations

Autres ressources

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024, le Secrétaire général et le Trésorier départemental.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2024 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 26 775 €.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 10 044,00 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,38%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 1 997,72 €.

4.3.2 Crédit-bail

Néant

4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

La Fédération a obtenu une Assurance-vie de Pleynet Gabriel d'un montant de 30 001,19 €. Au 31.12.2024, les fonds n'ont pas encore été débloqués car la Fédération doit définir un projet pour son obtention.

4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2024 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 0 €.

V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Les mouvements des immobilisations :

En Euros	Valeur brute au 01/01/2024	Acquisitions et créations en 2024	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2024	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	262 000	0	0	262 000
Agencements et aménagements de terrain	63 931	6 091	574	69 448
Constructions	1 234 343	1 262 156	153 709	2 342 790
Installations techniques, matériel et outillage industriel	66 990	748	1 562	66 176
Autres immobilisations corporelles:	184 328	40 196	24 640	199 884
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0	15 034	0	15 034
<i>Matériel de transport</i>	121 667	21 168	24 640	118 195
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	59 320	3 993	0	63 314
<i>Mobilier</i>	3 341	0	0	3 341
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	783 752	343 319	1 120 101	6 970
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)	2 595 345	1 652 510	1 300 587	2 947 268
Immobilisations financières (III)				
Autres titres immobilisés	100	0	0	100
Prêts	0	0	0	0
Autres	150	0	0	150
Immobilisations financières (III)	250	0	0	250
TOTAL GENERAL (I+II+III)	2 595 595	1 780 570	1 428 647	2 947 518

Les mouvements des amortissements :

En Euros	Montant en début d'exercice 2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice 2024
Frais d'établissement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	40 556	2 757	574	42 740
Constructions	210 239	69 814	325	279 729
Installations techniques, matériel et outillage industriel	58 201	5 416	1 562	62 055
Autres immobilisations corporelles:	152 835	25 800	24 640	153 994
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0	821	0	821
<i>Matériel de transport</i>	106 965	15 259	24 640	97 584
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	44 669	9 386	0	54 055
<i>Mobilier</i>	1 200	334	0	1 534
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	461 831	103 787	27 101	538 517
TOTAL GENERAL (I+II)	461 831	103 787	27 101	538 517

L'état des stocks au 31/12/2024 :

En Euros	Stocks au 01/01/2024	Reprise de stocks au 31/12/2024	Nouveaux stocks au 31/12/2024	Stocks au 31/12/2024
Stocks des autres approvisionnements	0	0	0	0
Stocks des marchandises	0	0	8 642	8 642
TOTAL	0	0	8 642	8 642

L'état des créances au 31/12/2024 :

En €uros	Année 2024
ACTIF IMMOBILISE	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	6 970
Participations	0
Autres titres immobilisés	250
Prêts	0
-	
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Créances clients et comptes rattachés	136 420
Autres créances:	57 944
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	590
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0
<i>Autres</i>	57 354
Créances reçues par legs ou donations	0
Charges constatées d'avance	19 789
TOTAL	221 372

Les variations des dépréciations :

Néant.

Les produits à recevoir :

En €uros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Avances et acomptes versés sur commande	0
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	4 913
Autres créances:	976
<i>Personnel</i>	0
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	590
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0
<i>Autres</i>	385
Produits à recevoir	19 150
TOTAL	25 039

Les mouvements de trésorerie :

En Euros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	213 840	320 647
Placements divers	5 131	56 097
OPCVM	0	0
Fonds National de Solidarité	208 710	264 550
Comptes courants	250 315	383 069
Caisses	4 957	860
TOTAL	469 112	704 576

Le détail des charges constatées d'avance :

En Euros	Année 2024
Exploitation courante	19 789
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	19 789

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant.

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant.

PASSIF

La variation des provisions :

Néant.

L'état des emprunts et des dettes financières :

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Remboursement au cours de l'année	Nouvel emprunt au cours de l'année	Capital restant dû au 31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de crédit:	336 236	24 372	0	311 864
<i>Emprunts</i>	336 236	24 372	0	311 864
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0	0	0	0
Emprunts auprès de structures SPF	0	0	0	0
TOTAL	336 236	24 372	0	311 864

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Capital restant dû au 31/12/2024
<i>Compte courant au passif</i>	0	0
<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>	0	0
TOTAL	0	0

L'état des dettes à la clôture :

En Euros	Montants au 31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	311 864
<i>Emprunts</i>	311 864
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0
<i>Dettes financières</i>	0
Emprunts auprès des structures SPF	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 825
Dettes fiscales et sociales:	43 485
<i>Personnel</i>	15 250
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	28 023
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	212
Dettes sur immobilisations	37 333
Autres dettes	33 378
Produits constatés d'avance	20 000
TOTAL	489 884

Le détail des charges à payer :

En Euros	Montants au 31/12/2024
Intérêts courus sur emprunts	0
Avances et acomptes reçus sur commande	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	7 294
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	21 301
<i>Personnel</i>	15 250
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	6 051
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0
Charges à payer	31 914
Créditeurs divers	1 464
TOTAL	61 972

Le détail des produits constatés d'avance :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Exploitation courante	20 000
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	20 000

5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	79 252	0	0	0	0	0	0	79 252
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0			0	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	1 063 712	140 267	0	0	0	0	0	1 203 980
Excédent ou déficit de l'exercice	140 267	-140 267	0	223 337	0	0	0	223 337
Situation nette	1 283 232	0	0	223 337	0	0	0	1 506 570
Dotations consomptibles								
Subventions d'investissement	968 979			190 579		45 779		1 113 759
Provisions réglementées								
TOTAL	2 252 212	0	0	413 916	0	45 779	0	2 620 329



5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En Euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	153 324	77 981	26 406	204 899
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	5 520	3 255	5 520	3 255
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	7 633	13 683	3 314	18 003
TOTAL	166 478	94 919	35 240	226 157

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

L'évolution des produits d'activités :

En Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Vente de biens et services	292 879	294 272
Concours publics et subventions d'exploitations	178 102	182 463
Dons manuels	199 274	182 785
Mécénats	14 180	1 036
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	437 686	396 807
Reprises sur provision et transferts de charges	30 633	25 267
Utilisations des fonds dédiés	20 542	47 964
Participations des destinataires de la solidarité	0	0
Produits d'initiatives	794	889
Autres produits	518	27
TOTAL	1 174 608	1 131 510

Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

Néant.

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En Euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	190 579
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	0
Subventions départementales	40 740
Subventions communales	4 750
Subventions des autres états publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	46 914
Subventions Publiques Diverses	68 989
Subventions emplois aidés	16 710
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
TOTAL	368 681



ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2024

(VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2024 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Royaume-Uni	30,00€

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de 10.

Catégorie	Effectif au 31/12/2024
Employé	10
Agent de maîtrise	0
Cadre	0

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2024 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2024
Produits	76 164
Produits d'éléments d'actifs cédés	0
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résulta	44 317
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	14 698
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0
Transfert de charges exceptionnelles	17 150
Charges	- 1 578
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	- 1 537
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	0
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 42
Tableau Résultat exceptionnel	74 586

VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.

- ♦ Les dons en nature :

Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.

Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :

*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.

*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	0	0
Couchages d'occasion	0	0
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	0	0
Vaisselle d'occasion	0	0
Education	0	0
Santé	0	0
Jouets d'occasion	0	0
Loisirs	0	0
Heures d'instances	725 Heures	

**Bénévolat :**

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 19,77 € pour 2024.

Concernant les familles de vacances, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2024, le volume horaire a été évalué à 725 heures.

VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Se reporter aux tableaux en pages précédentes.

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2024 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux versements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2023. Pour le détail des sommes utilisées en 2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ Conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ Recherche et gestion des legs,
- ♦ Frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ Campagne du Don'actions,
- ♦ Frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ Organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ Initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ Frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ Frais de recherche de subventions publiques.

8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ Administration générale,
- ♦ Communication.

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2024 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2024 et non encore dépensées au 31/12/2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 55 921.98 € sur 2024 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 174 285.12€.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0,00€ pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2024 de la fédération s'élève ainsi à 118 363.14€, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	199 274	199 274	182 785	182 785
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	14 180	14 180	1 036	1 036
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	152 568		76 267	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	299 816		320 540	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	348 783		330 404	
3-SUBVENTIONS	222 419		209 545	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	20 542	3 314	47 964	11 333
TOTAL	1 257 582	216 768	1 168 541	195 154
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	658 821	116 407	597 452	59 678
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	44 084	7 789	39 388	3 934
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	7 145	1 357	20 138	4 002
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	73 122	13 891	100 727	20 017
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	21 774	21 774	21 365	21 365
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0	0	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	134 379	97 788	154 858	117 069
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	94 919	13 683	94 345	3 767
TOTAL	1 034 244	272 690	1 028 273	229 833
EXCEDENT OU DEFICIT	223 338	-55 922	140 268	-34 679
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	59 962	59 962	54 070	54 070
- Prestations en nature	11 203	11 203	13 786	13 786
- Dons en nature	59 206	59 206	22 727	22 727
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0		0	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	0		222	
- Dons en nature	184 951		198 815	
TOTAL	315 322	130 371	289 620	90 583
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	250 860	112 459	204 720	68 998
- Réalisées à l'étranger	21 886	6 081	34 540	8 782
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	5 937	1 650	6 106	1 552
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	36 640	10 181	44 255	11 251
TOTAL	315 322	130 371	289 620	90 583

CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	116 407	59 678	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	7 789	3 934	- Dons manuels	199 274	182 785
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	1 357	4 002	- Mécénat	14 180	1 036
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	13 891	20 017	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	21 774	21 365			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	97 788	117 068,90			
TOTAL DES EMPLOIS	259 006	226 065	TOTAL DES RESSOURCES	213 454	183 821
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	13 683	3 767	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	3 314	11 333
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	55 922	34 679
TOTAL	272 690	229 833	TOTAL	272 690	229 833
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	174 285	208 964
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-55 922	-34 679
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	118 363	174 285
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	112 459	68 998	- Bénévolat	59 962	54 070
- Réalisées à l'étranger	6 081	8 782	- Prestations en nature	11 203	13 786
			- Dons en nature	59 206	22 727
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	1 650	1 552			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	10 181	11 251			
TOTAL	130 371	90 583	TOTAL	130 371	90 583
			FONDS DEDIES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
			FONDS DEDIES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	7 633	15 199
			(-) Utilisation	3 314	11 333
			(+) Report	13 683	3 767
			FONDS DEDIES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	18 003	7 633